

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.924

72 millions d'euros pour la Martinique, combien pour La Réunion ?

Energie thermique marine : occasion en or gaspillée



**Vue du projet de centrale ETM présenté aux journalistes.
(Document DCNS)**

A La Martinique, la DCNS et Akuo viennent de rafler le pactole: 72 millions d'euros de l'Europe grâce à une technique initiée à La Réunion. Cette information interroge: pourquoi l'application industrielle de l'énergie thermique marine ne s'est pas faite à La Réunion? Cette technique de production d'énergie est en effet capable de remplacer les centrales à charbon et de rendre inutile les turbines à combustion...

Entre 1999 et 2010, La Réunion était lancée dans un programme d'autonomie énergétique pour 2025 lancé par Paul Vergès. L'objectif était de couvrir tous nos besoins, y compris le transport, par les énergies renouvelables. Pour les déplacements, 2 projets permettaient de régler une grande partie de la question: le tram-train et la couverture de la route des Tamarins en panneaux photovoltaïque pour alimenter les véhicules électriques.

Pour l'industrie et les besoins des particuliers, l'ARER travaillait à rechercher une énergie dite de base, capable de délivrer une puissance constante, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Une partie de l'équation devait être résolue par la géothermie, et l'essentiel par l'énergie

thermique marine ou ETM.

Cette technique permet de produire de l'électricité en utilisant la différence de température entre le fond marin et la surface de la mer. Elle est particulièrement adaptée aux tropiques, là où cette différence est importante.

Avec Paul Vergès à la Région, le projet d'un prototype devant être construit à Saint-Pierre était sur les rails. Une fois le procédé validé, la production industrielle devait commencer. Avec l'ETM, le poids des centrales thermiques d'EDF et de Albioma allait progressivement décliner, pour s'effacer quand les procédés de stockage de l'électricité produite par le photovoltaïque et l'éolien seraient opérationnels à grande échelle. Mais en 2010, les socialistes offrent la

Région à Didier Robert, et la dynamique est brisée. Car si le démonstrateur est bien construit à Saint-Pierre, il sert à valider une technologie dont l'application industrielle bénéficie à la Martinique et à deux entreprises qui ne sont pas réunionnaises: DCNS et Akuo. Mardi, leur projet a été désigné lauréat d'un financement de l'Europe, avec à la clé 72 millions d'euros.

Projet de centrale au fuel à La Réunion

C'est Outre-mer Première qui a annoncé la nouvelle. Au micro, la personne qui répond aux questions des journalistes au nom d'Akuo n'est autre que l'ancien secrétaire général aux Affaires régionales de la préfecture de La Réunion à l'époque Maccioni...

Pour La Réunion, c'est une occasion en or gaspillée, car ce transfert de technologie ne rapporte rien à notre pays. Et pendant qu'en Martinique l'ETM mise au point à La Réunion se développe, Albioma prévoit de construire ici une nouvelle centrale au fuel avec l'accord d'EDF!

M.M.

Suite en page 2...

72 millions d'euros pour NEMO

NEMO, le projet de centrale flottante, au large de la Martinique a été désignée (...) lauréat d'un programme européen et doté d'un financement de 72 millions d'euros. Cette centrale utilisera une technologie tout à fait innovante mise au point à La Réunion: l'énergie thermique des mers.

Qu'est-ce que l'énergie thermique des mers?

L'énergie thermique des mers permet de fabriquer de l'électricité en utilisant la différence de température entre les eaux de surface et les eaux profondes des océans. «La Martinique est le lieu idéal pour mettre en place ce type de centrale, explique Jean Ballandras, directeur énergies marines d'Akuo, car la température des eaux de surface est toujours supérieure à 25° et l'eau en profondeur est à 5°. Cet écart de 20°, c'est la clef de tout. C'est ce qui permet

d'avoir la performance pour créer cette énergie».

Quel sont les avantages de cette énergie thermique des mers?

«C'est une énergie idéale pour les îles tropicales comme La Martinique ou La Réunion, souligne Jean Ballandras, car c'est une énergie qui n'est pas intermittente. Contrairement au solaire ou à l'éolien, l'électricité produite grâce à l'énergie thermique des mers le sera en permanence. L'autre avantage, ajoute le responsable d'Akuo, c'est que la centrale ne provoque aucune nuisance sonore, olfactive ou visuelle. Elle est aussi inoffensive pour les espèces animales à proximité».

Est-on sûr que ça marche?

DCNS travaille sur ce projet de centrale depuis 2008. En 2011, un prototype a été construit sur terre (avec une installation dédiée en eau douce) à Saint-Pierre de

La Réunion. Cette machine fabriquée en coopération avec des étudiants a permis de valider le principe de l'échangeur thermique nécessaire au bon fonctionnement de la future centrale NEMO.

Quelles retombées Martinique?

C'est le seul projet localisé dans une RUP (Région ultrapériphérique) qui bénéficie d'un financement européen NER 300 (New Entrant Reserve 300) doté d'un budget de 72 millions d'euros. «C'est un projet avant-gardiste que les élus martiniquais ont déjà adopté, confie Jean Ballandras d'Akuo. La Région présidée par Serge Letchimy est très impliquée dans ce projet ainsi que la mairie de Bellefontaine. Et puis localement, c'est une source d'emplois. Nous aurons besoin d'ouvriers spécialisés, de techniciens et d'ingénieurs, même s'il est encore difficile de donner des chiffres».

(Source Outre-mer Première)

La dirigeante de l'Allemagne en Chine

Visite fructueuse pour Angela Merkel

En visite en Chine, les 6, 7 et 8 juillet, la chancelière allemande, Angela Merkel, était accompagnée d'entrepreneurs, afin de débattre avec ses homologues chinois sur des questions économiques et les échanges commerciaux.

La chancelière allemande Angela Merkel a défendu les bienfaits d'une «société libre et ouverte», devant un public d'étudiants chinois à Pékin, mettant en avant les évolutions faites depuis la chute du mur de Berlin. Cette dernière a ajouté que le «développement durable» d'un pays «nécessite aussi un système juridique correct et équitable sur le plan social».

Un discours politique à Tsinghua

Devant les étudiants de l'université Tsinghua, la chancelière a évoqué l'importance selon elle à ce que «les citoyens puissent croire au pouvoir de la loi, plutôt que (de se soumettre) à une loi des puissants», précisant que le forum Chine - Allemagne débattait «des droits de l'homme, des libertés individuelles et de diversité sociale». «C'est très important à mes yeux, car il y a 25 ans, quand une révolution pacifique a éclaté en RDA», le gouvernement communiste d'Allemagne de l'Est, «cela a permis de faire tomber le mur de Berlin et d'arriver à un libre dialogue» au sein de la société, a cité l'Agence France Presse.

«Je pense que c'est également important ici en Chine d'avoir pareillement un libre dialogue», a-t-elle ajouté. A l'inverse des

autres dirigeants occidentaux, Angela Merkel n'a pas évité le sujet, choisissant soigneusement ses mots. «Il faut que les citoyens se sentent protégés (...) Il est important d'avoir des lois qui servent à préserver ces principes. Il est crucial d'avoir une société libre, ouverte et plurielle pour construire un avenir couronné de succès», a ajouté Merkel. Ces déclarations viennent apaiser les Chinois, qui avait exprimé leur irritation lorsque cette dernière avait rencontré le Dalaï lama en 2007. «De mon point de vue, les droits de l'Homme sont de plus en plus subordonnés aux intérêts économiques de l'Allemagne», a estimé Hans Kundnani, directeur de recherche au European council on foreign relations (ECFR), un centre de réflexion, alors que le pays, «du fait de son partenariat économique, est sans doute le pays de l'Union européenne le plus à même de faire pression sur la Chine».

Un partenariat fructueux

Septième voyage de la chancelière en Chine depuis sa prise de fonctions en 2005, Angela Merkel a placé son voyage sous le signe de l'économie. D'autant que la Chine est le premier marché d'exportation de l'Allemagne en Asie, avec 67 milliards d'euros de ventes en 2013. Pour sa part, l'Allemagne est le premier

marché de la Chine en Europe, avec des importations de près de 73 milliards l'an dernier.

Une relation particulière s'entretient entre ces deux pays, si bien que l'agence de presse, Xinhua, a évoqué des relations «au mieux de leur histoire», ajoutant que «la coopération pragmatique entre ces deux poids-lourds économiques». Une position partagée par Hans Kundnani, qui a expliqué à l'AFP qu'il y a «presque une symbiose parfaite: l'Allemagne a besoin d'un marché pour ses exportations et la Chine a besoin de savoir-faire technologique». Ce dernier a indiqué qu'au cours «de la dernière décennie, les exportations allemandes vers la Chine ont connu une croissance exponentielle». D'ailleurs, «le grand tournant a été la crise financière de 2008-2009 et la crise de l'euro qui a suivi lorsque certains marchés européens de l'Allemagne se sont effondrés et que le marché chinois a pris encore plus d'importance», a-t-il expliqué. Lors de ce voyage, la chancelière allemande a signé une série d'accords commerciaux ou d'investissements avec ses homologues chinois, dont l'entreprise Volkswagen qui a conclu un accord avec son partenaire First Automotive Works (FAW), le troisième constructeur chinois, pour construire deux nouvelles usines de production de véhicules dans le pays.

Céline Tabou

Édito

Chikungunya : après La Réunion et les Antilles, au tour de la France

Depuis le début de l'année, une épidémie de chikungunya touche les Antilles. Le premier pic a été atteint dans la petite île de Saint-Martin avec plusieurs milliers de cas et des décès. C'est ensuite en Martinique que le chikungunya s'est installé, puis c'est en Guadeloupe que l'épidémie a flambé.

Au total, plus de 100.000 personnes ont été atteintes, et 33 personnes ont perdu la vie. Le nombre des personnes contaminées représente moins de la moitié des Réunionnais touchés en 2006, et la période la plus favorable pour les moustiques est encore loin d'être finie. La semaine prochaine, la ministre de la Santé sera sur place.

Entre 2006 et 2014, une différence importante: la France peut aussi être touchée par une épidémie de chikungunya. A la faveur du changement climatique, le moustique vecteur de la maladie s'est installé dans le Sud de la France, il commence à proliférer. En plus, c'est l'été boréal, donc la saison des moustiques aux antipodes. Depuis le 1er mai, 137 cas de chikungunya ont été confirmés en France dans les zones du moustique. Pour le moment, ce sont des touristes de retour des Antilles. Mais il suffit qu'un voyageur ramenant le virus du chikungunya en France se fasse piquer par un aèdes albopictus, et que le même insecte pique une autre personne pour que l'épidémie s'étende à la France. C'est de cette façon que le chikungunya est arrivé à La Réunion, à Saint-Martin, à la Martinique et en

Guadeloupe.

Spécialiste reconnu, le Dr. Flahault est catégorique: «dans le sud de la France, il serait tout à fait possible qu'en plein été il puisse y avoir un foyer épidémique de chikungunya qui se déclare un jour. Ce n'est pas quelques chose d'impossible. Car en métropole, le moustique est présent, voir très très présent comme dans la région PACA ou en Corse. Il est même en train de remonter, et on en aura très certainement à Paris bientôt. Pendant la période de vacances où les gens sont beaucoup dehors il peut donc y avoir une épidémie. Ce facteur, plus le fait que beaucoup de voyageurs reviennent infectés des Antilles, accroît la menace d'une épidémie en métropole». Le Dr. Flahault précise qu'en 1920, une épidémie de dengue avait touché un million de personnes en Grèce.

On imagine la catastrophe si une tuile pareille tombait sur la France en pleine période de vacances d'été...

Voilà pourquoi la visite de Marisol Touraine prend une dimension particulière, elle sera là pour constater comment l'épidémie de chikungunya est traitée et quelles leçons en tirer pour la France. Car avec la mondialisation des échanges et le réchauffement climatique, la France peut aujourd'hui être elle aussi submergée par le chikungunya.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr



Plantation en Colombie, les conditions de production ne sont pas les mêmes qu'à La Réunion. Mais le sucre de notre île entrera en concurrence avec celui de la Colombie sur la marché des sucres roux de canne. Comment résister ?

Echéance 2017: audition du président du Syndicat du sucre de La Réunion à l'Assemblée nationale – 2 –

Sucre roux : «en compétition avec des pays qui ne respectent pas les mêmes standards que nous»

Le 6 mai dernier devant les députés de la délégation des Outre-mer, Philippe Labro, le président du Syndicat du sucre de La Réunion a donné un point de vue sur l'évolution du marché du sucre roux en Europe. Une des pistes évoquées par Paris pour aider la filière est d'exclure le sucre roux de canne des négociations commerciales internationales, or la Colombie et le Panama peuvent déjà exporter vers l'Europe 300.000 tonnes de ces sucres spéciaux sans droit de douane. C'est plusieurs fois la production de La Réunion, et avec la fin des quotas en 2017, le prix de ces sucres va encore baisser. Comment concurrencer des pays qui ont un coût de production beaucoup moins élevé? Voici le compte-rendu de son audition à ce sujet.

Sur les 260.000 tonnes de sucre produites outre-mer, environ 60%, soit près de 160.000 tonnes, sont appelés à être transformés dans les raffineries européennes pour y devenir du sucre blanc, après quoi il n'est plus possible

de les distinguer du sucre de betterave dont la production, en 2015, atteindra 18 millions de tonnes. Notre sucre se retrouvera donc en pleine concurrence pour l'accès à un marché devenu totalement libre et dans lequel

les consommateurs, les chaînes d'hypermarchés et les grands utilisateurs industriels – Danone, Nestlé, Coca Cola – auront le choix entre acheter du sucre de betterave, fabriqué dans l'une des nombreuses sucreries euro-



Ambré de roux, roux de roux, roux intense: après 2017, sera-t-il possible de vendre ces sucres à un prix concurrentiel avec ceux de la Colombie? (photo M.M.)

peénnes, ou acheter du sucre blanc raffiné, issu d'une raffinerie alimentée par des sucres de canne provenant soit de l'outre-mer français, soit de pays ayant conclu des accords commerciaux avec l'Europe ou ayant déjà des accès privilégiés – les PMA, les ACP et, depuis peu, la Colombie, le Pérou et les pays du pacte andin qui sont nos concurrents potentiels dans le domaine du sucre de canne. Nul doute que nous rencontrerons des problèmes de compétitivité.

Concurrence de la Colombie et de Panama

Actuellement, notre production sucrière est assurée de trouver des débouchés et si nous ne parvenons pas à la vendre, l'Europe s'est engagée à nous l'acheter à un prix déterminé. Demain, cette garantie n'existera plus. Près de 40% de la production de sucre des départements d'outre-mer concernent des sucres de qualité supérieure, appelés parfois sucres spéciaux. Près de 60% de ces sucres, qui ont vocation à être consommés en Europe en tant que «sucre roux de canne», sont destinés aux industries agroalimentaires, notamment les fabricants de produits diététiques – Bjorg, Gerblé – et les confituriers – Andros, Bonne Maman –, et 40% de ces sucres deviennent du sucre de bouche vendu dans les hypermarchés, en tant que sucre roux, sous les marques La Perruche,

Blonvilliers, L'Antillaise ou Daddy. Nous ne risquons pas de voir disparaître les débouchés de ces sucres au profit du sucre de betterave, puisque celui-ci est forcément blanc, mais le risque peut venir des sucres en provenance de Colombie et du Panama, dont les coûts de production et les normes environnementales sont très différents des nôtres. Or, ces pays, dont la production entre librement sur le marché européen, au titre des accords conclus il y a deux ans, sans acquitter la moindre taxe, sont assujettis à un quota global de 300.000 tonnes, y compris les sucres spéciaux et le sucre blanc raffiné, mais à l'exception du sucre roux. Par comparaison, le marché global des sucres spéciaux en Europe s'élève à 240.000 tonnes.

Possible baisse des prix

Nous sommes donc en compétition

avec des pays qui ne respectent pas les mêmes standards que nous.

Tous les sucres que l'on trouve sur les marchés en Europe sont vendus à des prix en relation avec le prix du sucre blanc. Or, le prix du sucre blanc, déjà en baisse, pourrait s'effondrer et converger vers les prix pratiqués sur les marchés mondiaux. De même, le prix des sucres spéciaux pourrait subir une baisse parallèle.

Ma collègue Sylvie Lemaire vous parlera des démarches que nous avons engagées auprès des autorités européennes et nationales pour éviter que l'hémorragie ne s'accélère et pour obtenir des protections spécifiques dans le cadre des futurs accords commerciaux, afin que le dispositif propre à la Colombie et au Panama ne s'étende pas au Pérou, ainsi qu'à tous les autres pays signataires de ces accords.

(à suivre)

«Le prix du sucre blanc, déjà en baisse, pourrait s'effondrer et converger vers les prix pratiqués sur les marchés mondiaux. De même, le prix des sucres spéciaux pourrait subir une baisse parallèle»

Proposition du Collectif pour le développement de la micro-région Sud au président de Région

Pour l'allongement de la piste de Pierrefonds

Le Collectif pour le développement de la Micro-région Sud a tenu hier une conférence de presse sur le thème de l'aéroport de Pierrefonds. Il propose d'allonger la piste de l'aéroport afin notamment de desservir de nouvelles destinations et d'attirer de nouvelles compagnies. Voici des extraits de l'intervention de Krishna Damour, porte-parole du collectif.



Le Collectif a des propositions pour relancer la fréquentation de l'aéroport du sud de La Réunion. (photo Toniox)

Cela depuis plus d'une semaine avec des rebondissements les plus inattendus et des réactions qui viennent agrémenter la réflexion sur les possibilités d'un nouveau décollage de l'aéroport du Sud.

Mais en ce qui nous concerne, rappeler vous, il y a un an de cela, en mars 2013, au moment où il était question du départ du conseil Général du conseil de surveillance du syndicat mixte de Pierrefonds, nous avons, tenté d'alerter les élus du sud sur le début d'hémorragie du fait de la baisse régulière du nombre de passagers.

En novembre dernier, nous avons dénoncé le fait que les fonds du FEDER issus du protocole d'accord de Matignon 2 soit 100 millions d'euros risquaient d'être réaffectés vers la réalisation du Boulevard Nord sous la pression de certain lobbying du chef lieu. Et pour marquer notre crainte, nous avons fait passer une motion au conseil municipal de la ville de Saint-Pierre pour le maintient de ces fonds au profit de l'aéroport.

Nous nous réjouissons que le débat sur l'avenir de l'aéroport de Pierrefonds mobilise l'ensemble des élus. Nous sommes tout d'abord satisfaits

de l'union des élus au delà des cliques au sein du syndicat mixte pour faire du lobbying sur les compagnies aérienne. Nous sommes par ailleurs ravis que la Région sous la pression du maire de Tampon, ait réagit et qu'elle réaffirme que des dotations sont budgétisées et disponibles pour Pierrefonds. Mais nous retenons également que le Président du conseil régional dise et je cite «qu'il ne peut injecter de l'argent sans qu'il y est de projet réel assurant la viabilité économique». A ces propos, nous répondons chiche, et même oui bien sur que nous sommes d'accord. Mais ce projet doit être mené de concert, à la fois avec les élus du sud, avec ceux du Conseil régional, et à la fois avec l'Etat.

Sauvons l'aéroport

Et justement concernant les projets de solutions, il existe un, qui fait l'unanimité et qui a été réitéré par le sénateur-maire de Saint-Pierre et par le député-maire de Saint-Joseph. Il s'agit du prolongement de la piste pour permettre de multiplier des possibilités

de vols. Pour passer du stade de projet à l'acte, le projet doit être partagé avec l'exécutif régional.

Mais aujourd'hui, il faut appliquer des mesures à court terme qui consistent à sauver l'aéroport et rien de moins. Car il faut arrêter l'hémorragie maintenant. Ce serait par ailleurs, un euphémisme de dire qu'injecter de l'argent, suffirait pour pérenniser cet outil indispensable au développement du sud.

Ainsi, parmi les propositions, nous ne tirons pas assez profit de la Route des Tamarins qui est un adjuvant au développement du sud. Car grâce à cette voie, le sud s'est rapproché de l'Ouest. Il s'agit donc de travailler sur l'attractivité de l'aéroport pour réorienter le regard de l'ouest vers le sud en créant des avantages concurrentiels. Par exemple, proposer de ramener les passagers de l'ouest à leur retour par navette. Il faut à ce niveau une stratégie commerciale et de communication beaucoup plus agressive et plus conquérante en collaboration avec les compagnies aériennes. L'immobilisme et l'inertie ne sont pas l'attitude idéale pour augmenter la fréquentation de cet aéroport. Encore une fois, il faut travailler sur des avantages concurrentiels, car, il est beaucoup plus facile de se rendre à Pierrefonds qu'à Saint-Denis pour un usager de l'Ouest ou pour un sudiste, puisqu'ils sont exonérés de l'obstacle de la route en corniche.

Vols vers Mayotte, l'Inde et la Thaïlande

Nous pensons, qu'il faut spécialiser cet aéroport vers des vols à moyen courrier. Ainsi, le nombre de vols pour Mayotte doit davantage se réaliser. Aussi, la ligne directe Chennai-Bangkok doit être transférée dans le sud, si nous voulons nous assurer de la pérennité du Syndicat mixte. Et pourtant, la piste actuelle le permet avec ses 2100m. Elle est un peu plus longue

que celle des Seychelles. Et pour cela, il faut une véritable volonté politique. Car, n'oublions pas que le président du conseil régional est également président d'Air austral. Alors, s'il y a véritablement une volonté de ne pas laisser mourir l'aéroport, il faut appliquer des solutions adéquates. Dans le cas contraire, les usagers en tireront les conséquences.

Pour continuer au niveau des solutions, il faudrait évincer un des obstacles majeurs à l'attractivité de l'aéroport, c'est-à-dire les horaires inadaptés; il faut proposer des horaires appropriés qui puissent favoriser la fréquentation du site; et sur ce plan, la réinstallation d'un restaurant digne de ce nom s'avère nécessaire, ainsi qu'une zone de duty free beaucoup plus dense doit être envisagée pour contribuer à une meilleure commodité des passagers.

Attirer de nouvelles compagnies

La modernisation de l'aéroport et l'allongement de la piste de Pierrefonds pour un positionnement stratégique sur les moyens courriers pourraient attirer des nouvelles compagnies. Ainsi des vols Cargos peuvent faire également leurs apparitions vers des pays émergents et à fort revenu. Et cela, afin de permettre à de nouvelles compagnies de desservir à partir du Sud les pays émergents de la zone pour offrir notamment, de nouveaux marchés à notre filière agricole et agroalimentaire pour écouler leurs produits. Cela s'inscrirait en cohérence avec la future zone d'activité de Pierrefonds. C'est pour vous dire l'importance économique de cet outil en tant qu'effet de levier à la création d'emplois dans le sud.

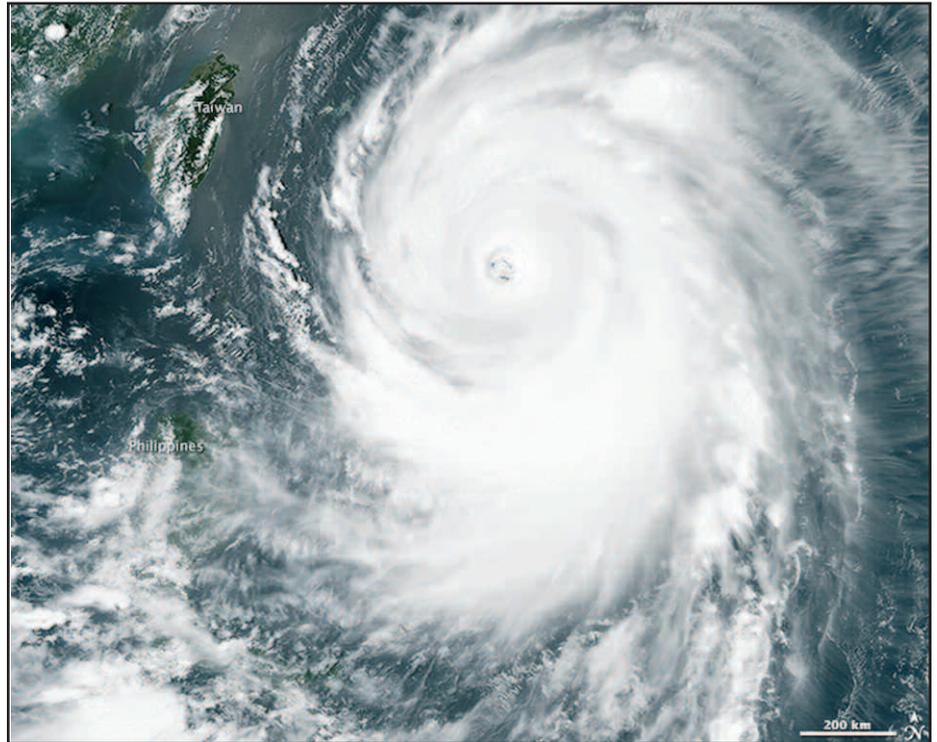
Après la bataille pour la création d'un aéroport dans le sud, porté par Emilien Adam De Villiers, en passant par Elie Hoarau jusqu'à Roland Hoarau; après sa gestion de maintien; je pense qu'il faut maintenant passer à une nouvelle étape, celle de son émancipation en complémentarité avec celui de Gillot.

Par l'installation de nouveaux vols et de nouvelles compagnies, le nombre de passagers ne peut que s'accroître au regard du potentiel existant, puisque le sud contient plus de 35% de la population réunionnaise. Par conséquent, il s'agit de créer une véritable cohésion politique permettant d'inscrire l'aéroport de Pierrefonds dans une nouvelle stratégie de développement durable au profit du sud et dans l'intérêt de La Réunion.

Changement climatique

Le typhon épargne Tokyo

Le typhon Neoguri est passé près de Tokyo, sans trop de dégâts, après avoir balayé une grande partie du Japon. Rétrogradé vendredi matin au rang de dépression tropicale, le typhon se dirige désormais vers le nord-est.



Neoguri, le premier super-typhon de l'année. (photo NASA)

Le cœur de Neoguri est passé de l'ouest à l'est dans la nuit de jeudi à vendredi (heure locale) accompagné de fortes bourrasques en bord de mer et d'importantes vagues de plusieurs mètres, selon les images de la chaîne de télévision NHK. Paradoxalement, à Tokyo, de violentes précipitations ont eu lieu ponctuellement par endroits à partir de jeudi soir, mais la situation était redevenue normale le lendemain.

Moins puissant qu'au départ, Neoguri se déplace désormais à environ 35km/h, se dirige vers le nord-est où se concentre actuellement le front pluvieux et l'instabilité, a indiqué la chaîne. Soulagement pour les autorités, la région de Fukushima, où se situe la centrale nucléaire endommagée par le tsunami du 11 mars 2011 et où l'eau contaminée reste un problème majeur, n'est pas passée en alerte. Des mesures spéciales ont été prises pour gérer les débordements et éviter des chutes d'équipements, a indiqué dans

un communiqué la compagnie Tokyo Electric Power (Tepco).

Globalement, Neoguri a balayé la partie la plus méridionale du Japon, à Okinawa, distante de plusieurs centaines de kilomètres des îles principales de Kyushu, Shikoku, Honshu et d'Hokkaido. Durant plusieurs jours de déluge, des dégâts ont été recensés dans de nombreuses régions où des glissements de terrains ont fait plusieurs morts et où les cours d'eau ont largement dépassé le niveau alarmant. D'après le dernier bilan, Neoguri et les intempéries locales ont fait près de sept morts et une cinquantaine de blessés en diverses régions. Plus de 680 maisons ont été détruites ou inondées dans diverses zones rurales. Et fait plus grave, à Nagano (centre-nord), une énorme coulée de boue a tout entraînant sur son passage, dont une famille de quatre personnes.

Otè!

Kolonyalis, pa kolonyalis? Si la pa lo mèm z'afèr, touléka i rosanm bien!

Zot i koné nana késtyon mi poz amoin souvan é moin lé a d'mandé si mi pé trouv in répons ou sinonsa si mi trouv pa.. Pou kosa? Pars kan mi trouv in répons, mi antan in pé i di sa sé in n'afèr i égzis pi..sa té vré dann tan la lanp a luil, sansa dann tan Zézikri té i marsh kat pate. Zot i vé in l'ébzanp? Ala inn zistoman i larg pa moin é pa arienk zordi. Zot i pans lo kolonyalism i égzis ankòr isi La Rényon sansa i égzis pi? Pars sa i fé lontan La Rényon lé pi koloni: la loi dsi lo départman lété fé l'ané 1946. Donk La Rényon lé pi koloni é par l'fète lo kolonyalism i égzis pi. Poitan!

Zot i koné Colbert? Kansréti de nom? Minis-la, dann tan Louis XIV té i di: tout sak la koloni la bézoin i doi sort la métropol. Mèm in klou la koloni la poin lo droi fé. Lé vré koméla, i pé an avoir lo droi fé mé i fé tout pou dékouraj aou... Mi souvien kan dann sid la-ba désèrtin la désid fé luil kari, é bin bann zinportatèr la bès lo pri luil pou fé fèrm lo lizine- la fé lo dumping par l'fète.. Na poin tro lontan banna la déside fèrm lizine i fé bann produi pou la toilète épi l'izyenn. Pou kosa? Pa pars kréol i bingn pi, i bros pi lo dan, i lav pi linj mé pars l'antropriz la trouv fé vnir tout dopi La Frans, na moiyn fé plis bénéfis. Na in grèv lantropriz giordano; pars konm ki diré, i vé pi fé shof lo solèr isi mé fé vnir bann produi déor, pars i prétan sa va raport plis dé profi. Alor, so kou isi i anparl pi in klou mé in kantité produi. Lé pa parèy ké dann tan Colbert mé i arsanm bien kant mèm.

Rapèl azot kan Sarkozy la di i fo bann péi l'outre-mèr i fé zot dévlopman andojène, in pé la bate la min, mé gouvèrnman la pa konpri sa dann mèm sans ké nou. Zot la trouvé, té in moiyn fé vnir bann produi franse pou vann plis, isi La Rényon é dopi La Rényon dann d'ot péi; donk té pa nout dévlopman téi kont, sak téi kont dé lo zintéré la métropol inn foi an plis. La lite kont la vi shèr, té ankòr in fion pou fé vann bann produi La Frans an plis. Alor, kolonyalis pa kolonialis, koloni sansa pa koloni? Fransh vérité, si la pa mèm shoz touléka sa i rosanm bien.

Justin